

TSCG: Traité de Stabilité, de Cohérence et de Gouvernance, un traité contesté qui ne répond pas à la crise !

En 2007, le monde plongeait dans la crise. Déclenchée par une crise financière elle est d'abord **une crise de notre système de développement** : spéculation financière, raréfaction des ressources naturelles, inégalités croissantes, dérèglements climatiques, trop longtemps ignorés.

Depuis 2009, la crise en Europe touche de nombreux Etats : Grèce, Irlande, Portugal, Italie. Le chômage augmente, le travail à temps partiel explose partout : Allemagne, France, Royaume Uni... **Les cures d'austérité sont de plus en plus sévères, les dettes et les lourds déficits budgétaires ne font qu'augmenter.**

Le TSCG, c'est quoi ?

Ce traité est issu de la volonté des chefs d'État et de gouvernement européens de se doter de **règles contraignantes de discipline budgétaire** en contrepartie des mécanismes de solidarité financière mis en place entre les pays de la zone Euro. En ratifiant ce traité, les États s'engagent à adopter une **règle visant à ce que l'objectif de déficit structurel à moyen terme soit inférieur à 0,5 % du PIB** : la « règle d'or ».

Le TSCG s'inscrit dans la continuité de dispositions existant déjà au niveau européen (procédures de déficit excessif qui existent depuis le traité de Maastricht), propose de nouvelles mesures de coordination et gouvernance économique, et rend réellement contraignante la réduction du déficit public, par le biais de sanctions systématiques et par un contrôle partagé avec les autres pays européens.

Le "Pacte de croissance", négocié par la France constitue une très légère inflexion à la logique d'austérité qui prévalait jusqu'ici, mais reste totalement insuffisant pour engager une nouvelle donne verte sans laquelle il n'y aura pas de sortie durable de la crise.

Les peuples européens veulent retrouver ce désir commun d'une Europe qu'ils veulent construire ensemble, au plus près des citoyennes et des citoyens.

L'Europe, telle qu'elle est aujourd'hui, menace de tuer l'idée européenne elle-même ! Les écologistes disent STOP !



Non au Pacte Budgetaire! Ouvrons le debat Europeen!

Economiquement inefficace

« La règle d'or » imposant à chaque pays un déficit structurel public à 0.5% du PIB, empêche toute intervention de l'Etat dans la société et l'économie. Ce traité ne fait rien pour corriger les inégalités entre les pays de la zone Euro : pas de régulation des taux d'intérêts, pas de prévention de la compétition fiscale, rien pour arrêter la spéculation sur les dettes publiques.

Anti-démocratique

La Commission Européenne, est à la fois juge et exécuter. Elle sera en charge d'évaluer le déficit de chaque pays, de modifier des budgets nationaux, en coopération limitée avec le Conseil Européen et hors de tout contrôle parlementaire (nationaux et européen). Ce n'est pas un transfert mais une perte de souveraineté démocratique!

Ecologiquement scandaleux

La charge de nos dettes publiques mais aussi écologiques est de notre responsabilité ! Ce Traité ne se base que sur la croissance financière, or l'emprunt est un outil essentiel pour une transformation écologique de nos économies et modes de vie.

Socialement dangereux

Davantage de mesures d'austérité en tout genre (réduction des dépenses publiques, casse des acquis sociaux, privatisation sans limites, etc) ne feront que renforcer les inégalités et la vulnérabilité des plus démunis : femmes, retraité/es, étudiant/es, ouvriers, personnes sans emploi...

Des alternatives existent, nous voulons :

- **Une Europe solidaire**, où la Banque centrale européenne ne se substitue pas aux responsabilités des Etats. Il faut mutualiser la dette et reprendre le contrôle de la BCE.
- **Une Europe fédérale**, avec une véritable union politique et un budget fédéral européen alimenté notamment par la taxe sur les transactions financières
- **Une Europe démocratique**, parlementaire, avec une souveraineté partagée entre les parlements nationaux et le parlement européen, et un Président de la Commission issu des candidats aux élections européennes dès 2014
- **Une Europe écologique** qui engage la transformation écologique et démocratique de l'économie par des investissements d'avenir dans les énergies renouvelables, le bâtiment ou les transports, de nouvelles pratiques de gouvernance en entreprises, etc.

Non à l'austérité! Contre le Pacte Budgetaire!

Pour une Europe fédérale, solidaire, démocratique et écologique!